
L'Islam face à l'Occident: un heurt des civilisations?

ROMAIN YAKEMTCHOUK

L'UNITÉ ET LES DIVISIONS DE L'ISLAM CONTEMPORAIN

Réparti sur un vaste espace tricontinental, l'Islam est un important facteur de la politique internationale et contrairement à d'autres cultes en nette régression, la communauté musulmane des croyants poursuit son expansion: début 2000, quelque 1,3 milliard de la population mondiale adhère à la religion islamique, soit 19,5% contre 13% il y a cent ans. La démographie musulmane est en hausse. Il y a actuellement en France plus de 4 millions d'arabo-musulmans, soit près de 7% de la population: les mariages mixtes se sont multipliés, et il y a eu des conversions, pour ne citer que celles du chorégraphe Maurice Béjart, de l'ex-rédacteur en chef de l'«Humanité» Roger Garaudy ou de l'océanographe Jacques Cousteau. Fondée en 1969, l'Organisation de la conférence islamique qui compte 57 Etats membres, a proposé sa conception d'un nouvel ordre politique mondial.

Il n'y a pourtant pas d'unité politique de la communauté islamique laquelle recouvre une grande diversité de situations ethno-culturelles: l'Islam arabe, turc, pakistanais, iranien, indonésien, noir africain. C'est déjà peu après la mort du Prophète Mahomet en 632, que l'Islam s'est fractionné. L'orthodoxie islamique est représentée par les sunnites, près de 90% des musulmans du monde: en Egypte, en Algérie, en Tunisie, en Syrie, en Libye, au Soudan, en Turquie, en Indonésie; ils sont majoritaires en Afghanistan et minoritaires en Irak. Pour les sunnites, les trois villes saintes de l'Islam sont La Mecque, Médine et Jérusalem. De l'orthodoxie islamique est issu au XVIII^e siècle le fondamentalisme puritain wahhabite, érigé dès 1912 en religion officielle de l'Arabie saoudite. Les chiïtes qui contestent la ligne successorale de Mahomet – près de 9% de l'Islam – dominant en Iran, au Bahreïn et en Irak, sont minoritaires en Afghanistan, au Liban et au Pakistan; ils se sont fractionnés en plusieurs sectes: les druzes (au Liban), les ismaéliens (principalement en Inde), les alaouites (en Syrie), les zaydites (au Yémen). Les chiïtes reconnaissent La Mecque et Médine comme villes saintes, mais y ajoutent Nadjaf et surtout Karbala en Irak, où eut lieu le martyre d'Hussein, petit-fils du Prophète Mahomet. Ce martyre est le mythe fondateur du Chiïsme: tous les ans, il est commémoré à Karbala, haut lieu de pèlerinage des croyants. De

nos jours, les heurts armés et les attentats terroristes entre les sunnites et les chiïtes en Irak – mais aussi au Liban – ont fait des milliers de victimes et ont conduit ces deux pays aux bords d'une guerre civile. Le Pakistan connaît lui aussi ces affrontements.

Cette diversité s'affirme également dans les rapports de l'Islam avec les institutions étatiques. Un des postulats fondamentaux de l'Islam est qu'il incarne une union à la fois spirituelle et temporelle – une union de la religion et de l'Etat – mais cette unicité s'avère en pratique souvent artificielle et très approximative et connaît une grande variété d'adaptations aux réalités politiques. Un Islam immuable n'existe pas et cela se comprend. Aujourd'hui comme hier, la vie politique est essentiellement compétitive, l'Etat moderne ayant pour mission primordiale la défense continue de ses intérêts: l'organisation de sa sécurité, la conquête des marchés et l'acquisition des hautes technologies qui garantissent sa viabilité économique. Tel n'est pas exactement le rôle d'une religion méditative tournée vers l'au-delà et s'interrogeant sur l'éternel. Ramener le champ socio-politique à une sensibilité religieuse qui se place au-dessus du temporel et ne reconnaît qu'un rôle subordonné au modernisme, aux sciences et au progrès technologique, ne peut conduire qu'à une décadence de l'institution étatique. Il faut une séparation positive entre la religion et l'Etat.

SPLENDEUR ET DÉCADENCE DE L'EMPIRE OTTOMAN

Tout au long des siècles, les relations entre l'Islam et la civilisation euro-chrétienne ont été tumultueuses et conflictuelles. En 638, le calife Omar s'emparait de Jérusalem, inaugurant par là une domination islamique de 460 ans de la Palestine: pour les nouveaux maîtres du pays, les Ecritures saintes étaient d'une révélation divine et Jérusalem était donc pour eux une ville sainte. A son tour, la Papauté lança entre 1095 et 1270 huit croisades pour délivrer ce pays des «infidèles», mais la prise en 1099 de Jérusalem par les chevaliers chrétiens se fit, hélas dans un climat d'une très regrettable fureur meurtrière et d'abominables carnages: des milliers d'islamistes furent massacrés sur le parvis du Temple. En 1187, les Musulmans ont reconquis Jérusalem.

A partir de là, l'Islam s'est répandu à travers le monde en s'affirmant tout au long du Moyen-Age dans les sciences médicales, les mathématiques ou l'astronomie, tout en construisant de magnifiques ensembles architecturaux dans les pays conquis: le «dôme du Rocher» à Jérusalem, la mosquée Ibn Tulun au Caire, les mosquées à Cordoue et à Grenade, à Kairouan (Tunisie), à Tlemcen (Algérie), à Ispahan en Iran, à Samarkande en Ouzbékistan. Ce n'est qu'en 1492 que la *reconquista* des rois catholiques a mis fin à huit siècles d'occupation arabo-musulmane de l'Espagne, alors qu'en même temps, sous l'égide de l'Empire ottoman, l'Islam allait conquérir de vastes régions de

l'Europe de l'Est: la prise de Constantinople en 1453 par Mahomet II, et la transformation de la basilique Sainte-Sophie en mosquée, fut un des éléments clefs de cet expansionnisme conquérant. Pour les sultans ottomans, la civilisation islamiste était de loin supérieure à la civilisation euro-chrétienne, mais cette assertion était contestée: la progression de l'Islam fut essentiellement militaire. En fait, les Turcs n'apportèrent que peu de valeurs culturelles aux populations conquises, bien au contraire, en introduisant la polygamie, ils ont infériorisé la condition féminine et portèrent atteinte à l'institution familiale prévalant chez les Occidentaux, tandis que leur justice coranique laissait perplexe: fallait-il vraiment couper les mains au voleur ou lapider la femme ayant commis l'adultère?

La Bosnie fut conquise en 1463, l'Herzégovine en 1482 et Belgrade en 1521. Vienne fut assiégée en 1529 et la Hongrie est restée occupée par les Turcs jusqu'à la fin du XVII^e siècle. Forte de 200 000 hommes, l'armée ottomane assiégea Vienne une fois de plus en 1683: héroïquement défendue, la capitale autrichienne fut délivrée par le roi de Pologne Jan Sobieski, assisté par le duc Charles de Lorraine. A partir de là, l'Empire ottoman commença peu à peu à sombrer dans un déclin: sous la pression de la Russie, il allait perdre dès 1774, par le traité de Koutchouk-Kaïnardji, les bords de la mer Noire, la Crimée, l'Azov, le Kouban ainsi que sa suprématie navale dans la mer Noire, tandis que sous la poussée des Autrichiens, il recula le long du Danube, en laissant dans les territoires abandonnés, notamment en Bosnie, des populations ex-chrétiennes islamisées. Le traité de San Stefano du 3 mars 1878, rectifié par le Congrès de Berlin, consacra l'indépendance de la Serbie, du Monténégro et de la Roumanie, ainsi qu'une résurgence de l'autonomie bulgare: les Turcs seront chassés de la Grèce et de Chypre. Après l'échec de la révolte nationaliste d'Arabi pacha, l'inspirateur du nationalisme égyptien, l'Égypte tomba en 1882 sous la domination de la Grande-Bretagne.

Le siècle des Lumières en France se montra très critique vis-à-vis de l'Islam: les encyclopédistes l'ont considéré «fermé à la raison», et Voltaire critiqua son «fanatisme». L'affaiblissement politique et économique de l'Empire ottoman dès la seconde moitié du XIX^e siècle amena Ernest Renan à s'interroger sur la responsabilité de l'Islam de cette décadence. Dans sa conférence à la Sorbonne du 29 mars 1883 sur les rapports de l'esprit scientifique et de l'islamisme, il dénoncera «la décadence des Etats gouvernés par l'Islam», et soutiendra que «l'islamisme n'a été que nuisible»; «il a fait des pays qu'il a conquis un champ fermé à la culture rationnelle de l'esprit»¹.

¹ *Œuvres complètes de Ernest Renan*, Paris, Calmann-Lévy, 1947, t. 1^{er}, pp. 956-957.

Ces propos furent, bien entendu, désapprouvés par les intellectuels islamistes, lesquels commencèrent pourtant à se demander eux aussi «pour quelles raisons les musulmans ont-ils tant régressé, alors que les autres peuples ont continué de progresser?» Entamée dès le XVIII^e siècle, la nouvelle réflexion arabo-islamique se fit sous l'égide d'un panislamisme que l'Empire ottoman s'efforça d'utiliser pour renforcer son autorité en déclin. Professeur à l'université El-Azhar, au Caire, Djémal ed-Din el-Afghani (1838-1897) dénonça la politique arabe de la Grande-Bretagne et se fit le chantre du mouvement nationaliste. El Afghani préconisait une union de l'Islam sous l'autorité d'un califat rénové et prêcha la lutte à outrance contre la domination étrangère, mais aussi contre tous les régimes corrompus des despotes musulmans. L'œuvre d'El Afghani fut poursuivie par son disciple, l'égyptien Mohammed Abdouh (1849-1905) qui, fasciné par la civilisation occidentale, chercha dans la révélation islamique des éléments équivalents des sciences modernes. En préconisant une modernisation de l'Islam traditionnel, il s'est dit opposé à la domination européenne et aussi à l'absolutisme arabo-musulman. Abdouh fonda avec El-Afghani la revue «Le Lien indissoluble» qui contribua de manière substantielle au réveil du monde musulman. En Inde, Sayyid Ahman Khan (1817-1898) fut un autre précurseur de la régénération islamique: il aurait voulu réconcilier la culture de l'Islam avec la civilisation occidentale. Ceci étant, force est de reconnaître que toutes ces méditations visant à régénérer l'Islam n'ont abouti qu'à des résultats mitigés: un peu partout, les intérêts nationaux des Etats allaient prévaloir sur les rêves de solidarité islamique.

A la fin du XIX^e siècle apparut dans l'Empire ottoman le mouvement des Jeunes Turcs, qui, conduit par Enver pacha, allait rendre l'Islam responsable de la dégénérescence du régime et a réclamé des réformes constitutionnelles et la modernisation des structures étatiques. L'interrogation était fondamentale et elle gagna en ampleur lors de la première guerre mondiale, au cours de laquelle l'Empire ottoman se plaça aux côtés de l'Allemagne. Les autorités turques ont demandé aux populations islamo-arabes se trouvant sous leur domination d'entrer dans une «Guerre sainte» contre la Chrétienté, mais le gardien des Lieux Saints de l'Islam à La Mecque, le chérif Hussein apparenté à la dynastie des Hachémites qui prétend descendre d'Hasan, petit fils de Mahomet, refusa. «*Hussein was honourable, shrewd, obstinate and deeply pious. He felt that Holy War was doctrinally incompatible with an aggressive war, and absurd with a Christian ally: Germany. So he refused the Turkish demand [...]*»². Dès

² T. E. LAWRENCE, *Seven Pillars of Wisdom*, London, Penguin Books, 1977, p. 49.

1916, il engagea avec son fils Fayçal et avec le soutien militaire de Lawrence d'Arabie, la «révolte arabe»: le rejet de la très dure domination turque et une indépendance étatique prenait le pas sur l'appartenance des populations arabes opprimées à la communauté islamique des croyants *oumma*.

Fayçal espérait créer, après la défaite de la Turquie, un royaume arabe qui engloberait de vastes possessions ayant appartenu aux Ottomans – la Syrie, l'Irak, y compris la Palestine – mais les choses se passeront autrement: ces territoires ont été partagés par les Britanniques et les Français selon les dispositions de l'accord Sykes-Picot du 9 mai 1916, et la signature le 26 avril 1920 de l'humiliant traité de San Remo, la France s'installant en Syrie et au Liban, la Grande-Bretagne en Irak, en Tripolitaine et en Palestine. Ejecté de la Syrie, Fayçal fut néanmoins accepté par les Britanniques comme roi de l'Irak, et son frère Abdullah comme émir de Transjordanie: tous les deux s'efforceront de mener ces pays à l'indépendance et tous les deux protesteront contre l'instauration en Palestine d'un foyer national juif prévue par la déclaration de Balfour en novembre 1917³.

Libérées du colonialisme turc, les populations musulmanes sont passées sous la domination du colonialisme occidental qu'elles allaient rendre responsable de leur retard économique et technologique. Néanmoins, ce nouveau contexte politique n'offrait pas que les désavantages. Figés dans un engourdissement séculaire ottoman, les élites nationalistes musulmanes du Proche-Orient entraient maintenant en contact direct avec la civilisation européenne dont elles comprenaient l'importance: en propageant les informations, la radio et la presse réduisaient les distances et rapprochaient les ethnies qui jusqu'alors s'ignoraient, alors que l'automobile et le camion remplaçaient les chameaux et les caravanes, à telle enseigne que peu à peu les nomades se transformeront en paysans sédentaires. L'instruction moderne allait émanciper la femme chrétienne libanaise qui bénéficiera désormais d'un enviable statut social que les femmes musulmanes n'ont pas connu durant les treize siècles de l'Islam. Une certaine laïcisation s'installait même en Egypte où la prestigieuse université quasi millé-

³ Aux termes de l'art. 22 du Pacte de la Société des nations, qui instaura le régime des mandats s'appliquant aux peuples «non encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne», il fut affirmé que certaines communautés qui appartenaient autrefois à l'Empire ottoman, «ont atteint un degré de développement tel que leur existence comme nations indépendantes peut être reconnue provisoirement», mais ce n'était qu'une phraséologie visant à masquer les agissements des puissances préoccupées de la défense de leurs intérêts nationaux.

naire El Azhar exerçait toujours un grand rayonnement sur les consciences musulmanes. Le réformisme prenait une importance croissante dans le monde de l'Islam: le sentiment religieux perdait ce que le sentiment national gagnait dans les aspirations politiques des populations.

Ceci étant, l'accession à l'indépendance des anciens territoires de l'Empire ottoman n'a pas beaucoup modifié la condition économique très désastreuse des populations des nouveaux Etats, où, à part des élites au pouvoir, les masses croyantes sont restées dans une profonde misère. Si avant l'indépendance ce retard économique pouvait être imputé à l'impérialisme occidental, après l'accession au statut d'Etat c'est l'Islam qui allait être rendu responsable de la persistance du sous-développement.

En Turquie, les graves défaites subies vis-à-vis des puissances et l'occupation de certaines régions du pays par les forces étrangères créèrent un choc: l'opinion publique turque réclama un sursaut militaire, alors qu'en même temps, les jeunes intellectuels turcs voyaient désormais le salut de leur patrie dans la séparation de la religion de l'Etat. C'est Mustapha Kemal, un jeune général associé aux Jeunes Turcs, qui allait sauver le pays du désastre. Ayant remporté la guerre d'indépendance (1920-1923), Mustapha Kemal, accepta que l'ordre territorial turc soit réduit – conformément aux dispositions d'octobre 1918 – aux régions habitées essentiellement par les populations turques, a proclamé le 29 octobre 1923 la République, a liquidé en mars 1924 le Califat et a inauguré un régime de laïcité turque, en proclamant en avril 1928 la séparation de la religion et de l'Etat. Homme d'Etat d'une envergure exceptionnelle, Mustapha Kemal – Atatürk – allait profondément moderniser la société turque qui fut dotée de codes civil, criminel et commercial inspirés des codes suisse, italien et allemand; la mixité fut déclarée obligatoire dans les écoles et les femmes turques ont obtenu le droit de vote avant les femmes françaises. Bien que partisan convaincu de la démocratisation des institu-

C'est dans ce nouveau contexte que les puissances consentirent de mettre fin à leur présence dans les anciennes possessions ottomanes, tout en obligeant ces pays à s'engager avec elles dans des alliances politiques. Après s'être fait reconnaître ses bases militaires, la Grande-Bretagne consentit à mettre fin à son mandat en Irak et demanda à la Société des nations, le 3 octobre 1932, de reconnaître l'indépendance complète de l'Irak. Le traité d'alliance du 26 avril 1936 entre la Grande-Bretagne et l'Egypte mit fin à l'occupation de l'armée britannique dans ce pays, tandis que le traité franco-syrien du 9 septembre 1936 et le traité franco-libanais de 13 novembre 1936 ont prévu le transfert à la Syrie et au Liban de toutes les prérogatives de souveraineté et la présentation des candidatures de ces pays à la Sdn dans un délai de trois ans.

tions politiques de son pays, Kemal était conscient du fait que la société turque n'était pas encore prête à la démocratie à l'occidentale; il créa donc le Parti républicain qui restera au pouvoir en tant que parti unique jusqu'en janvier 1946.

LE RÉVEIL DE L'EGYPTE. LE PANARABISME DE NASSER

Dès la fin de la première guerre mondiale, le parti nationaliste égyptien Wafd réclama l'indépendance, tandis que la confrérie des Frères musulmans, fondée en 1928 par Hassan Al-Banna, prôna la revalorisation de la société selon des valeurs spirituelles de l'Islam et réclama la constitution d'un Etat coranique. Ambitionnant de jouer un rôle politique majeur, sa puissance s'accrut rapidement, la confrérie devenant un mouvement de masses, dont les adhérents furent armés et entraînés militairement. Déterminée à réaliser ses objectifs par tous les moyens, y compris l'assassinat, cette option lui sera fatale: «elle dégénéra – dit El-Sadate – en une institution despotique, furieusement fanatique et redoutable, avec laquelle les pouvoirs publics durent compter»⁴.

En 1946, Wafd demanda la dissolution des Frères musulmans, devenus ses rivaux politiques: un membre de la confrérie assassina le 28 décembre 1948 le premier ministre Nokrachi pacha, et le 12 février de l'année suivante c'est Al-Banna qui fut abattu par la police égyptienne. Autorisés à nouveau en 1951, les Frères Musulmans ont soutenu la prise du pouvoir par Nasser, mais en 1954, la confrérie fut dissoute à la suite d'un attentat perpétré contre Nasser à Alexandrie. Sept Frères ont été pendus et le guide de la confrérie fut condamné à la prison perpétuelle.

Nasser se fit le champion du panarabisme, lié à des idées socialistes⁵, mais sa politique a été dénoncée par Fayçal d'Arabie saoudite et Hussein de Jordanie comme une menace pour les monarchies du Moyen-Orient. Après avoir protesté contre l'intervention militaire de l'Egypte au Yémen-Nord, Fayçal dira que les divers courants qui agitent le peuple arabe «ne sont, en fait, que slogans, propagandes et visées personnelles ... Nous ne sommes pas disposés à être les instruments dociles de ces visées, d'une politique subversive ou d'une unité régionaliste et raciale. L'unité prescrite par Mahomet est plus vaste». Il a donc rompu en novembre 1962 les relations diplomatiques avec l'Egypte.

Les autorités de Riyad reprochaient à l'Egypte de s'être emparé de la direction de la Ligue arabe, laquelle s'avéra cependant peu effi-

⁴ ANWAR EL-SADATE, *Révolte sur le Nil*, Paris, Pierre Amiot, 1957, p. 66.

⁵ G. ABD EL-NASSER, *The Philosophy of the revolution*, Cairo, 1954.

cace pour résoudre les problèmes de sécurité de ses Etats membres. De 1945 à 1979, ses trois Secrétaires généraux étaient de nationalité égyptienne et parmi ses hauts fonctionnaires, il n'y avait guère de ressortissants nord-africains: cette prédominance de l'Egypte a terni le caractère interarabe de l'organisation. B. Boutros-Ghali dit que pendant plus d'un quart de siècle, la Ligue arabe est restée «l'expression de l'arabisme des patries, et non pas le prélude de l'unité arabe»⁶.

En décembre 1965, les souverains d'Arabie saoudite et d'Iran ont lancé un appel en faveur d'une conférence des chefs des pays musulmans qui a reçu un accueil favorable en Tunisie, en Jordanie, au Soudan et au Koweït, mais fut dénoncé par Nasser comme une «manœuvre impérialiste»; pour l'homme d'Etat égyptien, les prétendus défenseurs de l'Islam n'étaient que des «escrocs» qui dépouillaient les populations musulmanes de leurs richesses, placées dans les banques européennes.

Alors que le successeur de Nasser, Anouar El-Sadate, avait libéré en 1970 les anciens responsables des Frères musulmans, il fut abattu le 6 octobre 1981 par un militant du Jihad islamique⁷. Les accords de paix conclus entre Egypte et Israël ont brouillé le Caire avec la Ligue arabe jusqu'en 1984, et c'est également en cette année que 32 Etats membres se sont prononcés pour la réintégration de l'Egypte dans l'Organisation de la conférence islamique dont elle a été exclue en 1979 après la signature du traité de paix avec Israël. Ayant formé une alliance électorale avec Wafd, les Frères musulmans ont gagné 8 sièges aux élections législatives de 1984. Trois ans plus tard, ils ont formé avec le Parti du travail et le Parti des libéraux une Alliance islamique, laquelle a remporté 60 sièges au Parlement, dont 36 pour les Frères musulmans. Les islamistes radicaux ont été accusés d'avoir participé à l'assassinat d'une vingtaine de chrétiens coptes à El Kocheh. Conduite par Abu Elela Madi, une partie de la confrérie est entrée en janvier 1996 en scission, en constituant un parti centriste Al-Wasat, qui n'a cependant pas été reconnu par le gouvernement. Sous la direction de leur guide Mahdi Al-Akef, les Frères Musulmans ont remporté une victoire historique aux élections législatives d'octobre-dé-

⁶ B. BOUTROS-GHALI, "La réforme de la Ligue arabe", dans ANOUAR ABDEL-MALEK, ABDEL-AZIZ BELAL et HASSAN HANAFI (sous la direction de), *Renaissance du monde arabe*, Gembloux, Ed. Duculot, 1972, pp. 486-487.

⁷ GILLES KEPPEL, *Le Prophète et Pharaon, les mouvements islamiques dans l'Egypte contemporaine*, Paris, Armillaire-la Découverte, 1984. La rédaction britannique de cet ouvrage fut publiée en 1985 sous le titre *The Prophet and Pharaon: Muslim Extremism in Egypt* (London, Al Saqi, Berkeley, University of California Press).

cembre 2005: 88 députés. Le mouvement s'est répandu dans la plupart des pays islamiques.

LA QUESTION DE LA PALESTINE

Les arabo-musulmans se sont opposés de bonne heure à la politique britannique en Palestine prévoyant, selon la déclaration de Balfour déjà mentionnée, «l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif». L'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933 eut pour résultat l'accroissement de l'immigration juive, ce qui provoqua en 1935-39 une véritable révolte des Palestiniens, durement réprimée par les Britanniques, lesquels envisagèrent la création en Palestine d'un Etat juif séparé. Au cours de la seconde guerre mondiale, le grand mufti de Jérusalem, Hadj Mohamed Emin al Husseini, engagea une politique pro-allemande: il fut reçu par Hitler et encouragea la formation des unités militaires islamistes azerbaïdjanaises dans la *Wehrmacht*.

Depuis la guerre israélo-arabe de 1948, la question de la Palestine occupait une place primordiale dans le monde arabe, resté intrinsèquement opposé à l'Etat juif. Après quelques divergences qui se sont produites en Egypte, en Jordanie et au Liban, à partir de l'*Intifada* de décembre 1987, la cause palestinienne a gagné considérablement en importance dans la communauté musulmane: elle s'est «islamisée»⁸. A plus d'une reprise, l'Organisation de la conférence islamique a réaffirmé la solidarité du monde musulman avec la lutte du peuple palestinien pour l'indépendance, y compris en ce qui concerne la «libération» de Jérusalem.

Dans la lutte des Palestiniens contre Israël, le mouvement islamiste Hamas allait accroître ses actions terroristes anti-juives. A plus d'une reprise, la Secrétaire d'Etat Mme Albright exigea d'Arafat la cessation de ce terrorisme meurtrier, en soulignant que «sa tentative de coopter plutôt que d'éliminer les éléments terroristes du Hamas, n'a fait qu'accroître l'intransigeance d'Israël»⁹.

Après l'agression le 25 septembre 1997 à Amman en Jordanie, du dirigeant du Hamas Khaled Meshal par deux officiers du renseignement israélien, Netanyahou a présenté ses excuses au roi Hussein et a promis de libérer soixante-dix terroristes palestiniens emprisonnés en Israël, parmi lesquels le Cheikh Ahmed Yassine, chef spirituel du Hamas.

⁸ GILLES KEPEL, *Jihad. The Trial of political Islam*, London-New York, I.B. Tauris, 2006, p. 150.

⁹ MADELEINE ALBRIGHT, *Madame le Secrétaire d'Etat... Mémoires*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 366.

Lors des négociations engagées en janvier 1998, sous l'égide du président Clinton, entre Netanyahou et Arafat, ce dernier a rappelé son titre de vice-président permanent de l'Organisation de la conférence islamique et a donné son accord à l'interdiction de la branche armée du Hamas, tout en réclamant en même temps la libération d'un millier de détenus palestiniens. Netanyahou affirma comprendre l'importance de cette question pour les Palestiniens, mais «refusait de libérer des membres du Hamas et tous ceux qui avaient du sang sur les mains. Il était d'accord uniquement pour les condamnés de droit commun, et ceux dont les atteintes à la sûreté intérieure d'Israël n'avaient pas entraîné mort d'homme»¹⁰.

L'exécution extrajudiciaire en mars 2004 d'Ahmed Yassine, préoccupa vivement le Conseil européen, qui souligna à cette occasion que l'engrenage des représailles violentes, qui a déjà causé beaucoup de souffrances et de pertes de vies humaines et envenime la situation, «éloigne de plus en plus les Parties d'un règlement négocié». Présenté au Conseil de sécurité le 25 mars, le projet de résolution condamnant l'assassinat du dirigeant palestinien a recueilli 11 voix, dont celle de la France, contre une (Etats-Unis), la Grande-Bretagne et l'Allemagne s'étant abstenues.

On a été surpris par l'ampleur de la victoire du Hamas aux élections palestiniennes de janvier 2006, lesquelles se sont déroulées de manière démocratique, sans tensions particulières. Javier Solana commenta cette situation en rappelant que le Hamas était inscrit sur

A l'occasion de sa première rencontre avec Arafat à Ramallah, Albright lui a dit que les Etats-Unis voulaient «des actes, pas des promesses, et que le terrorisme était aussi destructeur pour la cause palestinienne que pour Israël. Il a répondu en acceptant de mettre au point un plan destiné à démanteler l'infrastructure terroriste du Hamas - plan dont nous n'avons jamais cessé de discuter les détails.

A l'époque, le Hamas comptait des dizaines de milliers de membres dont beaucoup se consacraient à des activités strictement pacifiques - écoles, mosquées, camps de vacances et service sociaux; mais au sein du Hamas se propageaient des métastases cancéreuses qui fabriquaient des explosifs, préparaient des embuscades et des enlèvements, et persuadaient des jeunes de commettre des attentats suicide. Il existait de telles cellules terroristes dans la plupart des agglomérations palestiniennes.

En général, l'Autorité palestinienne acceptait d'agir contre le Hamas quand on lui fournissait des informations spécifiques concernant telle ou telle installation, ou un projet précis d'action terroriste; mais elle était plus réticente quand on lui remettait seulement des listes de personnes à arrêter. Elle rechignait surtout à agir de sa propre initiative». Mme Albright souligne que «cette question relative à une réponse effective au terrorisme était, et est demeurée, le problème central de la poursuite du processus de paix». *Idem*, p. 367.

¹⁰ *Idem*, p. 388.

la liste des organisations terroristes de l'Union européenne, a noté que l'Ue reconnaissait la validité de ces élections, mais souligna que la démocratie, la violence et le terrorisme ne sont pas compatibles. «La démocratie, a-t-il dit, ne se réduit pas aux élections: elle implique un comportement conforme à l'État de droit et au respect de la loi. La légitimité ne naît pas seulement du vote, mais aussi de l'action. Il faut éviter de reconnaître un groupe terroriste pour la simple raison qu'il a gagné un scrutin». Les représentants du 'Quartet' réunissant l'Onu, les États-Unis, la Russie et l'Union européenne, ont demandé que le Hamas s'engage en faveur de la non-violence, qu'il reconnaisse Israël et respecte les obligations découlant des accords passés. Il n'empêche que le gouvernement russe a refusé de considérer le Hamas comme une organisation terroriste, s'est prononcé contre la prise des sanctions à l'encontre des autorités islamistes, et a reçu à deux reprises à Moscou, le chef du Hamas K. Mechaal. Dénonçant le danger d'une guerre civile après le coup d'État du Hamas à Gaza, la Russie a poursuivi sa médiation en appelant le 13 juin 2007 le Hamas et le Fatah à un cessez-le-feu et l'instauration d'un dialogue entre les deux organisations palestiniennes.

LA DIFFICILE COHABITATION ISLAMO-CHRÉTIENNE AU LIBAN

Le Liban est resté fortement impliqué dans le problème palestinien. Le Liban est un État multiconfessionnel: vers la fin des années 60, il comptait 53% de chrétiens (principalement maronites), et 47% de musulmans, dont 21% de sunnites, 20% de chiïtes et 6% de druzes. Le «pacte national» conclu en août 1943, assura à ces collectivités religieuses une représentativité politique équilibrée: le président de la République libanaise devait être toujours un chrétien maronite, le chef du gouvernement un musulman sunnite, le président de l'Assemblée un musulman chiïte, et l'un des vice-présidents un chrétien grec-orthodoxe; les druzes obtenaient 6 sièges à la Chambre des députés. L'armée libanaise – 14 000 hommes – était sous le commandement d'officiers chrétiens. Ce système est resté en vigueur pendant une quarantaine d'années.

L'arrivée au Liban de quelque 140 000 réfugiés palestiniens après la guerre israélo-arabe de 1948, l'installation des commandos palestiniens dans le Sud du Liban consécutivement à la guerre des Six Jours de 1967, fut suivi par la signature le 3 novembre 1969 de l'accord du Caire entre le gouvernement libanais et Yasser Arafat, autorisant l'Olp d'établir ses bases au Liban: les Palestiniens s'installent donc dans le Sud du pays, le long de la frontière avec Israël, où ils créent un véritable État dans l'État, le *Fatahland*. L'expulsion par le roi Hussein des fedayins de la Jordanie en septembre 1970, a conduit à l'implantation au Liban d'autres forces palestiniennes, ce

qui remet en cause le fragile équilibre confessionnel dans ce pays. Si les populations chrétiennes y restèrent attachées, ce ne fut pas le cas des musulmans dont la progression démographique est supérieure à celle des chrétiens maronites: attirés par le nationalisme arabe socialisant, ils réclamèrent la révision du pacte national. Ces mutations se sont accentuées à la suite de la guerre israélo-arabe de 1973: le leader druze Kamal Joumblatt demanda l'établissement d'un Etat islamique, et dans ce contexte trouble, de violents combats éclatèrent en avril 1975 entre les Palestiniens et les milices chrétiennes de la Phalange. Ils ont servi de prétexte au président syrien Hafez al-Assad d'intervenir militairement dans ce malheureux pays qui s'enfonçait dans une fratricide guerre civile. Sous la médiation syrienne, un cessez-le-feu fut conclu entre les combattants et le 14 février 1976: les parties intéressées se sont mises d'accord sur une réforme politique qui allait réduire la suprématie chrétienne: certes, le président de l'Etat libanais devra être un chrétien, mais ses pouvoirs vis-à-vis du premier ministre islamiste ont été limités, et quant aux députés chrétiens au Parlement, leur nombre ne pouvait pas être supérieur à celui des députés islamistes.

Ce compromis ne régla guère la situation prévalant à la frontière israélo-libanaise, où les commandos palestiniens continuèrent leurs activités anti-israéliennes. Pour y mettre fin, Israël qui était absolument opposé à la transformation du Liban en un Etat islamique, et qui était déterminé à défendre sa sécurité, décida d'occuper le Sud du pays, et déclencha en juin 1982 l'opération Paix en Galilée destinée à anéantir les forces de l'Olp.

C'est dans ce contexte embrouillé que fut fondée, avec l'appui de l'Iran chiïte, l'organisation islamiste Hezbollah, qui engagea des opérations militaires visant à chasser l'armée israélienne du Sud du Liban, tout en se proposant en même temps d'étendre la révolution iranienne et de transformer éventuellement le Liban en un Etat islamique. Sous l'impulsion du Secrétaire d'Etat américain, Georges Shultz, l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983 proclama la fin de la guerre entre les deux pays, et annonça que «les territoires des deux parties ne seront pas utilisés comme base pour une activité ennemie ou terroriste contre l'autre partie et son peuple». Mais la situation est restée préoccupante. Faisant fi de l'accord, les chiïtes du Sud du Liban ont relayé les Palestiniens dans la lutte contre Israël, lequel répliqua début 1985 par une répression accrue.

Consécutivement aux conférences de 'réconciliation' de Genève et de Lausanne, un gouvernement d'union (de désunion?) nationale fut formé en tenant compte de nouveaux équilibres politiques, en reconnaissant notamment une place plus importante à la communauté islamiste chiïte. Dirigé par Hassan Nasrallah, le Hezbollah renonça à son

projet initial de créer un Etat islamique et se prononça en faveur d'un gouvernement d'unité nationale, attitude qui fut saluée par des fractions politiques chrétiennes et musulmanes. Par ailleurs, le Hezbollah ne s'est pas limité aux seules actions militaires: il a continué de traiter les affaires sociales en gérant des hôpitaux, des écoles d'orphelins et une chaîne de télévision, devenant peu à peu le premier employeur du Liban.

Après la mort de Khomeyni en 1989, l'impact de l'Iran dans les affaires de l'organisation restera important¹¹. Faisant valoir que l'armée libanaise n'était pas en mesure d'affronter à elle seule le Tsahal, le Hezbollah accentua ses agissements anti-israéliens, à telle enseigne qu'en fin de compte Israël décida en juin 2000 de se retirer du Liban. Lors des élections de mai-juin 2005, le Hezbollah a obtenu 14 députés sur les 128 que compte le Parlement libanais.

En riposte à la capture par les milices chiïtes de deux soldats israéliens, ainsi qu'aux tirs de roquettes par le Hezbollah contre les villes israéliennes de la Galilée, le Tsahal engagea en juillet 2006 une vaste opération militaire contre le Liban: son aviation a fait subir au pays de très importants dommages. En revanche, ses forces terrestres se heurtèrent à une résistance opiniâtre – imprévue – des combattants du Hezbollah, à telle enseigne que le Tsahal a dû arrêter sa progression. Le gouvernement israélien sera fortement critiqué au Parlement de ces déboires et rendu politiquement responsable de cet échec.

Les populations des Etats arabes ont exprimé leur colère vis-à-vis des bombardements israéliens du Liban; sous la conduite de l'imam Moqtada Al-Sadr, des centaines de milliers d'Irakiens ont manifesté à Bagdad leur soutien au Hezbollah. Inquiets de la montée en puissance de l'Iran dans ces événements, l'Arabie saoudite, l'Egypte et la Jordanie ont exprimé certaines réserves en ce qui concerne les agissements des milices chiïtes. Alors que Téhéran a démenti la livraison de roquettes ainsi que la présence de conseillers militaires iraniens auprès du Hezbollah, des milliers d'Iraniens ont acclamé les exploits d'Hassan Nasrallah. Contrairement aux Etats-Unis, l'Union européenne et la Russie ont refusé de considérer le Hezbollah comme une organisation terroriste.

Dès l'adoption par le Conseil de sécurité, le 12 août 2006, de la résolution 1701 imposant l'arrêt des hostilités, le président iranien Ahmadinejad exalta le combat «d'un petit groupe de jeunes hommes pieux, confiants en Dieu», face aux «criminels américains, britan-

¹¹ WALID CHARARA et FRÉDÉRIC DUMONT, *Le Hezbollah, un mouvement islamonationaliste*, Paris, Fayard, 2004.

niques et sionistes», et se prononça contre le désarmement du Hezbollah réclamé avec insistance par le gouvernement israélien. En fin de compte, l'Iran fut le principal bénéficiaire de cette guerre libano-israélienne: sa connexion avec le Hezbollah, l'a aidé à s'ériger progressivement en une puissance dominante de la région.

En 2007, l'armée libanaise affronta les islamistes du Fatah Islam, un groupe radical sunnite proche d'Al-Qaïda, qui voue une haine aux chiïtes du Hezbollah. En mai 2008, les heurts armés sunnito-chiïtes à Beyrouth ont fait 65 morts.

L'ISLAM DANS LES PAYS DU MAGHREB

La lutte pour l'indépendance de la Tunisie, du Maroc et de l'Algérie se fit sous l'égide du nationalisme arabe, beaucoup plus que sous l'impact du Coran, alors qu'en revanche, la Libye fut un des pays le plus impliqué sur le plan religieux. Selon le Guide de la Révolution Moammar Kadhafi - pour lequel les Parlements occidentaux étaient «la falsification de la démocratie», et «la représentation une imposture»¹² - l'Islam constituait une «troisième voie» appelée à se substituer au capitalisme et au socialisme; il a donc prôné un Islam révolutionnaire à résonance marxiste. Or, après avoir été dénoncée pendant des décennies comme un «Etat voyou», coupable des violations flagrantes des droits de l'homme, la Libye entama dès 1999 un processus de réformes de ses options idéologiques révolutionnaires et se prononça pour un rapprochement avec les pays occidentaux. La composante libyenne des Frères musulmans s'est solidarisée avec cette nouvelle orientation du régime, et le 15 mai 2006, les Etats-Unis ont retiré la Libye de la liste des pays terroristes. Silvio Berlusconi présenta à la Libye les excuses de l'Italie pour sa colonisation, et a conclu avec Tripoli d'importants accords de coopération industrielle.

Au Maroc, l'Islam est la religion d'Etat, fait partie de son droit et inspire profondément la société. Depuis 1966, la prière doit être dite dans les écoles primaires et secondaires et le jeûne du Ramadan est obligatoire. Quant à la monarchie, elle est au coeur du système politique du Maroc: le roi exerce le gouvernement personnel de l'Etat, et détient la plénitude des pouvoirs religieux: il est le «commandeur des croyants» (art. 19 de la Constitution), et les prières sont dites en son nom dans les mosquées du royaume. La monarchie marocaine qui s'est toujours montrée résolue à marquer son appartenance à la religion, a financé la construction de plusieurs mosquées, et en fin de compte, a su «se servir de l'Islam pour dominer le

¹² MOAMMAR EL KADHAFI, *Le Livre Vert*, Tripoli, Jamahiriya, 1984, pp. 8-9.

champ politique»¹³. C'est d'ailleurs au Maroc que s'est tenue en septembre 1969 la première conférence islamique au sommet: 25 pays musulmans allaient constituer l'Organisation de la conférence islamique. Le roi Hassan II souligna que c'était «la première réunion du monde musulman depuis le Prophète», au cours de laquelle se produisit d'ailleurs un violent accrochage entre le shah d'Iran et le président Sadate¹⁴.

Les autorités marocaines se sont montrées très fermes à l'encontre des menées contestataires des marxistes-léninistes et des islamistes radicaux. Après les émeutes et manifestations de janvier 1984, le ministère des Affaires islamiques fut chargé de lutter contre «les nombreuses influences destructives» et quelque 700 personnes ont été condamnées à des peines de prison; certains opposants islamistes intégristes ont été condamnés à la peine de mort. Si actuellement les radicaux islamistes ne constituent pas une menace directe pour le pouvoir royal, l'influence des islamistes modérés a grandi: aux élections de 2002, le Parti de la justice et du développement a obtenu 42 sièges au Parlement, et il se proposa de porter sa représentation aux prochaines élections à 120 sièges. Entre-temps les agissements terroristes sont restés préoccupants: l'attentat de Casablanca du 16 mai 2003 a fait 45 morts et une centaine de blessés, et en avril 2007, cette ville a été la cible de sept attaques kamikazes. En raison de menaces terroristes, le Maroc fut placé dernièrement en état d'alerte maximum: une cinquantaine d'activistes islamistes ont été arrêtés en février 2008. En annonçant le 27 septembre 2008 la réforme de l'Islam marocain, Mohammed VI voulait le placer davantage sous son contrôle: les imams des mosquées devront «guider les gens et combattre les allégations mystificatrices colportées par les tenants de l'extrémisme».

Sous la présidence d'Habib Bourguiba, la Tunisie indépendante s'engagea dans le modernisme et la laïcité. Le droit civil se substitua au droit coranique, et le chef de l'Etat demanda à la population à ne plus observer le Ramadan. L'enseignement fut généralisé, la polygamie interdite et les femmes tunisiennes ont obtenu le droit de vote et d'éligibilité: en peu de temps, ce pays aura des infirmières, des institutrices, des secrétaires, voire des femmes ingénieurs. En revanche, le président gouvernera le pays en autocrate. Si les nécessités politiques prenaient pour lui le pas sur les nécessités religieuses, dans ses relations avec le monde musulman, il tentera de jouer un rôle modéra-

¹³ RÉMY LEVEAU, *Aperçu de l'évolution du système politique marocain*, dans «Maghreb-Machrek», octobre-décembre 1984, p. 21.

¹⁴ HASSAN II, *La mémoire d'un roi. Entretiens avec Eric Laurent*, Paris, Plon, 1993, p. 257.

teur. En janvier 1974, Bourguiba a conclu avec Kadhafi un accord prévoyant la fusion des deux pays dans une République arabe islamique, mais ce projet n'eut aucune suite et les relations entre la Tunisie et la Libye allaient se détériorer. Consécutivement à la révolution iranienne, des troubles intégristes se produisirent dans plusieurs villes tunisiennes et un soulèvement eut lieu à Gafsa. Le gouvernement réagit fermement: treize insurgés furent pendus. En 1987, le procès des militants islamistes a provoqué une vague d'agitations. La mouvance islamiste Ennahdha ayant contesté la politique gouvernementale de laïcisation de l'enseignement, le président Ben Ali dénonça le 7 novembre 1989 «ceux qui confondent la religion et la politique», et affirma «qu'il n'y a pas de place pour un parti religieux en Tunisie». L'étouffement des libertés démocratiques par le pouvoir en place réanima la contestation islamiste, mais sans déboucher sur une violence généralisée. En avril 2002, un attentat revendiqué par Al-Qaïda fit dans l'île de Djerba 22 morts, dont 14 touristes allemands; le gouvernement tunisien évoqua à cette occasion les infiltrations des fedayin islamistes en provenance d'Algérie. La présidence de la Tunisie est toujours détenue par Ben Ali, au pouvoir depuis 21 ans.

Dès son accession à l'indépendance en 1962, l'Algérie opta pour le modernisme, entreprit des réformes économiques et accentua le processus d'industrialisation; un des leaders du Fln, Ferhat Abbas, souhaitait que ces réformes s'inspirent de l'œuvre réalisée en Turquie par Atatürk. Le président Boumediene dira qu'«il ne faut pas oublier que les pays qui connaissent aujourd'hui le progrès et la civilisation n'ont pu atteindre ce stade que grâce à la science»¹⁵. Mais cette option n'excluait guère l'adhésion à l'option islamiste. Pour l'homme d'Etat algérien, «l'Islam est bien la civilisation du progrès et de l'évolution, et il n'est point - dans son essence comme dans son esprit - en contradiction avec le socialisme authentique, puisque aussi bien il est la religion de la solidarité, de l'équité et de l'égalité des chances garantie à tous»¹⁶. La Charte nationale adoptée le 27 juin 1976, a défini l'Algérie comme une «démocratie socialiste», consacra le rôle dirigeant du Fln, et garantit à l'Islam son statut de religion d'Etat, tandis que la Constitution du 19 novembre 1976 a institué le régime présidentiel. La vie politique du pays allait être placée sous un certain dualisme: «l'Islam régnait, mais l'Etat gouvernait»¹⁷. Adoptée par référendum

¹⁵ *Discours du président Boumediene. Tome II (19 juin 1965 – 19 juin 1970)*, Alger, Ministère de l'Information et de la Culture, 1970, p. 420.

¹⁶ *Idem*, p. 634.

¹⁷ HENRI SANSON, *Laïcité islamique en Algérie*, Paris, Cnrs, 1983.

du 16 janvier 1986, la Charte nationale enrichie affirma une adhésion plus ferme aux valeurs islamiques.

Les émeutes populaires d'octobre 1988 ont fait selon le gouvernement 179 morts, plus de 500 selon les militants des droits de l'homme. Le régime politique a craqué et l'on assista à l'émergence d'un fondamentalisme radical. Dès 1989, le Front islamique du salut réclama l'instauration d'un Etat théocratique, en fait d'un authentique «Califat» coranique¹⁸. Dans les années 80 les militants islamistes s'érigèrent contre la prise du pouvoir par des militaires et multiplièrent des attentats terroristes. Dès 1991, le Groupe islamique armé qui comptait dans ses rangs des fedayin formés dans les camps d'Al-Qaïda en Afghanistan, déclencha un véritable soulèvement, s'attaquant à tous ceux qui ne partageaient pas leurs convictions: à l'armée, à la police, aux fonctionnaires d'Etat, aux habitants des villes et des campagnes, mais aussi aux ressortissants étrangers civils et religieux catholiques, contrecarrant ainsi les tentatives d'un dialogue islamo-chrétien. L'Algérie s'enfonçait dans une délirante guerre civile: de part et d'autre, on ne prenait pas de prisonniers. Les autorités gouvernementales ont fait de leur mieux pour combattre cette terreur qui a ensanglanté l'ensemble du territoire national et a provoqué des milliers de morts; sous les coups des forces de l'ordre, les groupuscules islamistes ont été repoussés dans les montagnes où ils continuent à être traqués par l'armée. Un des derniers réseaux des maquisards algériens, le *Groupe salafiste pour la prédication et le combat* (Gspc), a promis en septembre 2006 de poursuivre sa «guerre sainte»: «Nous prêtons notre allégeance au cheikh Oussama Ben Laden [...] Nous poursuivrons notre *djihad* en Algérie. Nos soldats sont à ses ordres pour qu'il frappe par notre entremise où il voudra, et partout où il voudra». De nos jours, l'Algérie se trouve au premier rang de la lutte internationale contre le terrorisme.

En 2006, le gouvernement a durci les conditions d'exercice des cultes non-musulmans, mais peu après les rapports entre l'Eglise catholique et l'Etat algérien ont connu un relatif apaisement.

La Mauritanie est un pays politiquement instable où subsiste toujours une hostilité entre les Maures blancs et les Maures noirs: ce n'est qu'en 1980 que les autorités gouvernementales ont aboli l'esclavage des Harratins noirs. En réaction aux violences subies par des Maures au Sénégal, des massacres des Noirs ont été perpétrés en avril 1989. Contrairement à la Charte constitutionnelle du 9 février 1985, la Constitution du 20 juillet 1991 n'a pas stipulé que «la seule et

¹⁸ MANSOOR MOADDEL, *Islamic Modernism, Nationalism, and Fundamentalism*, Chicago, The University of Chicago Press, 2005, p. 265s.

unique source de loi est la *Charia* islamique»; elle s'est bornée à proclamer solennellement l'attachement du peuple mauritanien à l'Islam, tandis que le décret du 16 février 1992 institua un Haut conseil islamique¹⁹.

L'ISLAM DANS LES PAYS DU PROCHE-ORIENT

Bien que la Constitution de la Syrie du 12 mars 1973 ait énoncé que le chef de l'Etat devrait être musulman et la législation du pays conforme au droit coranique, elle n'a pas ordonné que l'Islam soit une religion d'Etat, et cette omission provoqua une vive réaction des militants sunnites et des Frères musulmans, partisans d'un Etat islamique. Le président Assad qui était de confession alaouite, répliqua par des mesures répressives à l'encontre des extrémistes religieux, et la loi du 7 juillet 1980 punit de mort l'adhésion à la confrérie des Frères musulmans. En février-avril 1981, l'écrasement du soulèvement intégriste à Hama fit des milliers de victimes.

Lors des élections législatives en Jordanie, le 8 novembre 1989, la mouvance islamiste a remporté 31 sur 80 sièges du nouveau Parlement, dont 20 sièges conquis par la confrérie des Frères musulmans. Le roi Hussein affirma à cette occasion que «le slogan du retour vers l'Islam est incorrect, le véritable slogan est celui d'une progression vers l'Islam».

L'Arabie saoudite, qui administre les lieux saints de l'Islam, La Mecque et Médine, a ambitionné depuis la mort de Nasser en 1970, d'être le rassembleur de l'islamisme ainsi que le leader de l'arabisme mondial. Le système politique de l'Arabie saoudite se base sur la foi islamique et les autorités saoudiennes refusent de considérer le régime démocratique occidental comme un exemple à suivre. «Il nous appartient - déclara le 2 novembre 1974 le ministre de l'Intérieur Fahd ben Abdul Aziz - de nous inspirer de notre foi islamique afin de découvrir un nouveau système qui émane de notre religion, de nos traditions et de notre patrimoine». Tout culte religieux minoritaire est interdit.

Ceci étant, la société de l'Arabie saoudite se situe toujours entre la tradition et la modernité: ce n'est que vers 1960 qu'ont été supprimés les marchés d'esclaves, et étant donné l'opposition des oulémas aux autopsies, l'enseignement de la médecine a pris du retard: beaucoup de jeunes saoudiens ont dû faire leurs études de médecine à l'étranger²⁰. Les autorités gouvernementales ont dû imposer le progrès

¹⁹ *Annuaire de l'Afrique du Nord 1994*, Paris, Editions du centre national de recherche scientifique, 1996, pp. 675-687, p. 692.

²⁰ G. JEAN-LOUIS SOULIÉ et LUCIEN CHAMPENOIS, *Le Royaume d'Arabie saoudite face à l'Islam révolutionnaire*, Paris, Librairie Armand Colin, 1966, pp. 84-85.

technologique dont se méfiaient les dirigeants religieux. Le roi du Maroc Hassan II raconte que pendant longtemps, l'Arabie saoudite refusait l'introduction d'innovations technologiques des Occidentaux, considérées comme portant ombrage à l'Islam. «Au début, le téléphone était interdit dans ce pays car considéré comme un appareil du diable. A la fin, excédé, le roi Ibn Saoud a donné l'ordre suivant à un de ses collaborateurs: «Tu vas m'appeler et psalmodier le Coran au téléphone». L'autre a obéi et Ibn Saoud a déclaré à son entourage: «Est-ce que Satan qui a été renvoyé par Dieu pour avoir désobéi à ses ordres lirait le Coran?». Les autres ont répondu: «Non. - Bien, a conclu Ibn Saoud, alors vous devez accepter cette invention»²¹. Bien entendu, de nos jours les choses ont changé: il y a aujourd'hui en Arabie saoudite plus d'un million d'utilisateurs du téléphone.

Au Koweït, les sunnites représentent deux tiers d'islamistes, contre un tiers de chiïtes. Ayant obtenu aux élections du 3 juillet 1999 18 des 50 sièges au Parlement, ils ont condamné les attentats du 11 septembre 2001, mais s'opposèrent en même temps à l'intervention américaine en Afghanistan. Quant aux autorités régnautes, elles ont condamné la révolution khomeyniste en Iran et engagèrent le Koweït dans une modernisation accélérée, tout en préservant leurs traditions; l'alcool est resté interdit et les femmes privées du droit de vote. La Constitution du Koweït ayant affirmé que la *Charia* est la «source principale de la législation», les islamistes ont demandé qu'elle soit la source de toute la législation, et qu'une loi ne puisse entrer en vigueur «si elle n'est pas conforme à la *Charia*».

L'ISLAM EN AFRIQUE

Dans plusieurs Etats de l'Afrique sub-saharienne, les populations musulmanes sont en hausse: Somalie (99%), Djibouti (99%), Comores (98%), Gambie (95%), Sénégal (94%), Mali (90%), Niger (90%), Guinée (85%), Soudan (70%), Sierra Leone (60%), Tchad (51%), Erythrée (50%), Nigeria (50%). Pour beaucoup d'Africains, la foi se présente comme un remède à leurs conditions misérables de vie, et l'Islam a prédominé dans ces pays malgré leur adhésion aux idées socialistes. Tout en reconnaissant que «les responsables maliens tirent leur inspiration de l'édification socialiste et de la théorie du marxisme-léninisme», le président Modibo Keita souligna que «nous n'adoptons pas sa philosophie matérialiste, parce que nous sommes croyants». Le président du Gabon Omar Bongo s'est converti à l'Islam en septembre 1973, et Jean-Bedel Bokassa, président de la République Centrafricaine,

²¹ HASSAN II, *La mémoire d'un roi*, op. cité, p. 242.

caine, fit de même en octobre 1976, mais ces conversions n'ont pas affecté le catholicisme et l'animisme de ces deux pays, où ils sont restés religions dominantes.

Grand comme deux fois la France, le Nigeria est le pays le plus peuplé d'Afrique: 135 millions d'habitants. Il rassemble quelque 250 ethnies, dont la plupart ne se connaissaient pas avant l'indépendance. Les militaires qui gouvernaient le Nigeria entre 1966 et 1979 se prévalaient de l'Islam, répandu surtout dans le Nord du pays. La Constitution nigérienne a prétendu instaurer un Etat laïque, mais les affrontements provoqués à Kano en 1980 par des sectes islamistes mystiques, ont fait plus de 4 000 victimes, alors que les violences qui se sont produites en 2 000 à la suite de l'introduction de la *Charia* dans les Etats du Nord se sont soldées par près de 1 400 morts. Quant à l'Ethiopie, elle entra en conflit avec les islamistes de la Somalie déchirée par la guerre civile. Ayant pris Mogadiscio en juillet 2006, les milices des Tribunaux islamiques, ont déclaré la guerre sainte au gouvernement d'Addis-Abéba. Les forces éthiopiennes ont répliqué en intervenant militairement, mais les combattants islamistes sont restés implantés dans le Sud somalien.

Accédé à l'indépendance en 1956, le Soudan a officialisé le culte de l'islamiste fanatisé Mahdi dont l'insurrection avait mis le pays en flammes en 1881-1898. Le président Gaafar Nimeiry a instauré en 1983, la législation islamique *Charia*, et engagea une action militaire visant à convertir à l'Islam les populations animistes et chrétiennes du Sud du pays. «Mon ultime objectif, dès le premier jour – a-t-il déclaré – a été d'instaurer la loi d'Allah, le socialisme n'étant que son corollaire de justice sociale». Il s'est déclaré fermement en faveur des sanctions prévues par la *Charia*: la flagellation des consommateurs d'alcool, l'amputation de la main droite - et aussi du pied gauche pour les voleurs récidivistes, la mise à mort des personnes coupables d'adultère²².

L'ISLAM DANS L'EX-YOUGOSLAVIE

Accédée à l'indépendance le 1^{er} mars 1992 consécutivement à l'éclatement de la Yougoslavie, la Bosnie-Herzégovine est devenue l'objet d'un sanglant conflit opposant les Bosniaques musulmans partisans de l'indépendance (44% de la population) aux Serbes chrétiens orthodoxes qui y étaient opposés (31%) et les Croates catholiques qui ont adopté une attitude relativement neutre (17%). Le 11 mai 1992, les Douze de l'Union européenne ont affirmé que si toutes les parties

²² ERIC ROULEAU, *L'islamisation du Soudan*, dans «Le Monde», 5 octobre 1984.

combattantes aient contribué, chacune à sa manière, à la situation prévalant dans ce pays, la plus grande partie du blâme incombait aux forces irrégulières serbes appuyées par l'armée fédérale de Belgrade. Le 5 octobre, les Douze ont fait état de «preuves de plus en plus nombreuses de l'existence d'atrocités, y compris de tueries et de pratiques de purification ethnique, qui sont essentiellement le fait de groupes serbes», et le 17 décembre, le Parlement européen condamna les détentions et les viols systématiques de femmes musulmanes en Bosnie-Herzégovine, et demanda qu'ils soient considérés comme des crimes de guerre.

Tant l'Organisation de la conférence islamique que le Conseil européen ont condamné résolument le massacre par la soldatesque serbe de quelque 7 000 musulmans à Srebrenica: cette tuerie fut qualifiée de plus grand crime de guerre depuis la seconde guerre mondiale. Les Serbes n'ont reconnu officiellement ce forfait qu'en juin 2004, mais sans admettre qu'il s'agissait d'un génocide, contrairement à un jugement rendu par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

A la suite de la conclusion d'un accord de paix le 14 décembre 1995, les puissances ont reconnu l'Etat de Bosnie-Herzégovine qui se compose d'une Fédération unissant les Bosniaques musulmans et les Croates, ainsi que d'une République Srpska qui s'est vue attribuée 49% du territoire du nouvel Etat. Son pouvoir législatif comprend une Chambre des peuples où siègent cinq Bosniaques, cinq Croates et cinq Serbes, tandis qu'à la Chambre des représentants il y a quarante-deux membres, dont les deux tiers sont élus par la Fédération croato-bosniaque, et un tiers par la République Srpska. La Présidence de la Bosnie-Herzégovine comprend trois membres: un Bosniaque, un Croate et un Serbe.

Le Kosovo est pour les Serbes le cœur de leur nation et le symbole de leur lutte contre la domination de l'Empire ottoman à laquelle ils succombèrent depuis la bataille de Pristina en 1389. Ce territoire de 10 887 km², peuplé d'un peu plus de deux millions d'habitants, dont 90% de Musulmans appartenant à l'ethnie albanaise, avait bénéficié depuis 1974 d'une large autonomie, mais Slobodan Milosevic y a mis fin en 1989: pour le dirigeant serbe, «le Kosovo a été le rempart de l'Occident chrétien contre l'Islam pendant 500 ans».

Après l'éclatement de la Yougoslavie, les nationalistes musulmans kosovars ont réclamé leur droit à l'indépendance, et ont formé une Armée de libération du Kosovo (Uck) qui déclencha des attentats contre les autorités serbes et la population orthodoxe kosovare. Tout en demandant le retrait de ce territoire de l'armée serbe, l'Union européenne a condamné les agissements de l'Uck et ne s'est pas prononcée pour l'indépendance: «certains Européens craignaient - dit Mme

Albright - qu'un Kosovo indépendant ne devienne un foyer d'islamisme intégriste et de crime organisé»²³.

Entre-temps, les forces serbes ont accru la répression contre la population musulmane: 440 000 personnes, soit plus d'un cinquième de la population ont dû quitter le pays. L'Otan a répliqué en déclenchant les très dures frappes aériennes contre la Serbie, ce qui amena Milosevic à retirer ses forces du Kosovo, qui fut placé sous le contrôle international. Cette fois, c'est l'Uck qui allait commettre des violences contre la population minoritaire serbe, forçant quelque 150 000 Serbes à fuir devant le retour des Albanais musulmans. Aux termes de la résolution 1244 du Conseil de sécurité du 10 juin 1999, le Kosovo devait rester une partie intégrante de l'ex-Yougoslavie, tout en bénéficiant d'une «autonomie substantielle». Mais cela n'a pas été accepté par les indépendantistes kosovars et n'a pas mis fin aux violences anti-serbes. Les émeutes qui ont embrasé Mitrovica les 16-18 mars 2004, ont fait 25 morts et 867 blessés: 286 maisons serbes ont été incendiées et 30 églises orthodoxes ainsi que 11 monastères détruits. Le Conseil européen condamna ces violences.

Se prévalant de son «droit à l'autodétermination», le Parlement de Pristina a proclamé unilatéralement le 17 février 2008 l'indépendance du Kosovo, laquelle allait être reconnue à ce jour (octobre 2008) par 48 pays - parmi lesquels les Etats-Unis et 22 Etats membres de l'Union européenne. En revanche, l'Espagne qui affronte les revendications indépendantistes du Pays basque, la Roumanie qui fait face aux opposants hongrois de Transylvanie, et les orthodoxes grecs chypriotes toujours opposés aux musulmans turcs du Nord, se sont déclarés résolument contre. Vladimir Poutine affirma que l'indépendance kosovare est «immorale» et constitue une violation flagrante du droit international; il a prévenu que le règlement des conflits ethniques internationaux «devraient s'appliquer de la même manière au Kosovo et aux régions séparatistes géorgiennes, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Si l'on considère que l'on peut accorder une indépendance totale au Kosovo, pourquoi devons-nous en priver les Ossètes ou les Abkhazes?».

L'ISLAM EN ASIE

Les grands Etats islamiques de l'Asie sont l'Indonésie (235 millions d'habitants, dont 88% de musulmans), l'Afghanistan (99%), le

²³ MADELEINE ALBRIGHT, «*Madame le Secrétaire d'Etat*», op. cité, p. 476; FEDERICO MARIA BEGA, *La geopolitica delle popolazioni musulmane balcaniche tra minaccia del fondamentalismo islamico e prospettiva di intergrazione europea*, dans «*Rivista di studi politici internazionali*», 4/2007, pp. 526-538.

Pakistan (98%), l'Iran (98%), le Bangladesh (88%), Brunei (64%), la Malaisie (60%). L'Islam indonésien est resté longtemps tolérant, le président Sukarno ayant combattu toute idée d'un État islamique. Suite à l'intervention du groupe islamiste Laskar Jihad, des violences anti-chrétiennes se sont pourtant produites en 1999 aux Moluques, et en 2000 au Timor oriental. L'islamisme radical représenté par le Front des défenseurs de l'Islam est resté très minoritaire, et ces derniers temps, les oulémas indonésiens ont condamné le fanatisme de Ben Laden.

En Afghanistan, le roi Amanullah aurait voulu moderniser en 1928 les institutions politiques en suivant l'exemple d'Atatürk, mais il se heurta à une vive opposition du clergé et a dû abdiquer. Pendant les premiers mois de la révolution iranienne, le régime de Khomeyni a soutenu financièrement et militairement les résistants afghans en lutte contre l'Urss qui est intervenue dans ce pays à la fin de 1979, mais après le déclenchement de la guerre contre l'Irak, ce soutien militaire cessa à la mi-1983. Les États-Unis ont condamné eux aussi l'intervention de l'Urss et ont soutenu militairement les résistants afghans, y compris les Talibans. L'aide américaine, acheminée à travers le Pakistan où se réfugièrent plusieurs milliers d'Afghans, eut un important impact sur la résistance afghane. Gorbatchev dira que, «*both the Soviets and the United States have said that Islamic fundamentalism is a dangerous phenomenon. Both have stated that there are dangers if Iranian fundamentalism is allowed free rein. Then the United States supported Islamic fundamentalism in Afghanistan, probably seeing some advantage in that*»²⁴. En février 1989, l'armée soviétique se retira de ce pays, et peu après les Talibans s'emparaient du pouvoir.

L'exemple du Pakistan dont la seule raison d'être indépendant était l'Islam, a démontré l'extrême difficulté de constituer un État islamique qui soit doté en même temps d'institutions politiques et de mécanismes économiques performants. Devenu indépendant en août 1947, le Pakistan a connu aussitôt l'important transfert des populations musulmanes et hindoues qui engendra un déchaînement de violences et près d'un demi-million de morts. Pays de plus de 90% d'illettrés, il passa sous une dictature militaire et ne se dota qu'en mars 1956 d'une Constitution, qui instaura une République islamique, dans laquelle «il sera possible aux Musulmans de régler leur vie dans les sphères individuelles et collectives en accord avec les enseignements et les exigences de l'Islamisme tels qu'ils sont formulés

²⁴ GEORGE P. SHULTZ, *Turmoil and Triumph. My Years as Secretary of State*, New York, Macmillan Publishing Cy, p. 1100.

dans le Coran sacré et dans la Sunna». Or, peu après, cette Charte fondamentale fut abrogée, et sous l'égide du maréchal Ayoub Khan fut adoptée une nouvelle Constitution laquelle n'avait plus de caractère islamique prononcé. L'Islam restait certes la religion d'Etat et le président de la République devait être obligatoirement un musulman, mais certaines réglementations étatiques s'écartaient des prescrits coraniques: les tribunaux devaient administrer la justice selon la loi positive. Le pays est resté en crise profonde, et en 1971, le Bangladesh se sépara du Pakistan occidental.

La législation islamique adoptée en 1985 sous la dictature du général Zia, fut saluée par la majorité sunnite, mais contestée par la minorité chiite. Quant au Code pénal de 1986, il a prévu dans son art. 295 B une disposition, selon laquelle tout musulman pouvait enregistrer une plainte pour «blasphème envers le Prophète Mahomet», justifiant une arrestation immédiate du «contrevenant». Elle allait être vivement dénoncée par les deux millions de chrétiens du Pakistan, soutenus par les organisations internationales du respect des droits de l'homme. Devenu en 1999 premier ministre, le leader de la Muslim League, Nawaz Sharif, envisagea l'islamisation intégrale des institutions pakistanaises, mais son projet souleva une vive opposition. Sharif fut éjecté par son chef de cabinet, le général Pervez Musharraf, lequel se déclara disposé à suivre l'exemple d'Atatürk pour engager les indispensables réformes et moderniser le pays. Il se heurta à son tour à la résistance des islamistes qui allaient contester le régime en place, réclamèrent l'islamisation de l'Etat et accordèrent leur soutien aux Talibans d'Afghanistan, lesquels disposent de plusieurs sanctuaires le long de la frontière pakistanaise. La situation politique s'est aggravée en 2008 avec le départ forcé du président Musharraf. L'armée a certes déclenché une vaste offensive contre les Talibans, mais les intégristes ont répliqué par leurs attentats terroristes: celui contre l'hôtel Marriott à Islamabad, le 20 septembre 2008, a fait 60 morts; au moins 50 personnes ont été tuées et une centaine blessées le 10 octobre 2008 dans un attentat au camion piégé visant les miliciens anti-Talibans.

Parmi les Etats de l'Asie centrale, le Tadjikistan vient en tête avec 95% de population musulmane, suivi par le Turkménistan (89%), l'Ouzbékistan (89%), le Kirghizistan (80%) et le Kazakhstan (47%): le 19 octobre 1994, les chefs d'Etat de ces républiques, à l'exception du Tadjikistan, ont réaffirmé leur attachement à un ordre social fondé sur les principes de la laïcité. Rappelons que tout au long de sa présence en Asie centrale, le pouvoir soviétique s'efforça d'y éliminer les vestiges du passé féodal arriéré, liquider l'illettrisme, rendre à la femme musulmane sa liberté en brisant les mœurs du passé tel le port de voile, la polygamie, la claustration dans les harems ou

le mariage des filles mineures²⁵. Il y a introduit l'industrie moderne, a sensiblement augmenté la production agricole et a relevé le niveau culturel des populations. Leonid Brejnev dira que le pouvoir soviétique a réalisé dans ces pays «une véritable renaissance nationale»²⁶.

Mais il n'a pas construit de mosquées, n'a pas favorisé l'étude du Coran et la vénération du prophète, n'a pas apprécié les appels des mollahs à la prière, et n'autorisa que fort peu de pèlerinages à La Mecque: l'idéologie dominante du régime était le marxisme-léninisme pour lequel les religions n'étaient qu'un opium pour le peuple. Aussi, l'éclatement de l'Urss en 1991 s'accompagna-t-il d'une vigoureuse résurgence de l'Islam en Asie centrale, à telle enseigne que dans certains de ces pays elle allait revêtir une haute coloration politique. En Ouzbékistan, les islamistes fondamentalistes réclamèrent l'édification d'un Etat selon les principes du Coran, et tentèrent en décembre 1991 un coup d'Etat, qui fut durement réprimé par le président Karimov. Cela n'a pas apaisé la situation. Passés dans la clandestinité, les militants islamistes sont devenus actifs notamment dans la province de Ferghana où ils multiplièrent les attentats terroristes à l'encontre des personnalités gouvernementales. S'élevant contre l'autoritarisme du régime, les mouvements oppositionnels réclamaient le départ du président Karimov, resté foncièrement opposé au radicalisme coranique. En février 1999, l'attentat islamiste à Tachkent a fait treize morts et des dizaines de blessés.

Le gouvernement ayant arrêté 23 opposants fondamentalistes qui prênaient un Islam pur et dur et réclamaient des réformes radicales, un soulèvement éclata les 12-13 mai 2005 à Andijan, dans l'est du pays. L'armée est intervenue lourdement en tirant sur la foule à la mitrailleuse: selon la version gouvernementale, ce bain de sang a fait 169 morts, selon les manifestants islamistes ils étaient 745. L'Union européenne demanda une enquête impartiale, sous contrôle international, mais le président Karimov a refusé. Elle a donc revu ses relations avec l'Ouzbékistan.

Ces dernières années, la Turquie a connu un regain de l'islamisme: l'administration du culte est à la charge de l'Etat, et l'instruction religieuse a été restaurée dans les établissements scolaires publics. La formation Refah ayant obtenu 28,73% des voix aux élections législatives de décembre 1995, son leader Necmettin Erbakan est devenu pendant un an et demi le premier islamiste à la tête du gouvernement de la République. Issu du mouvement islamiste, le Parti de la justice

²⁵ HÉLÈNE CARRÈRE D'ENCAUSSE, *La femme musulmane en Urss*, dans «Esprit», juillet-août 1957, pp. 46-65.

²⁶ «Les Nouvelles de Moscou», 28 novembre 1964.

et du développement (Akp) a gagné les élections législatives du 3 novembre 2002 en obtenant la majorité absolue à l'Assemblée; son leader Recep Erdogan, l'ancien maire d'Istanbul, devenait le premier ministre. Le 22 juillet 2007, l'Akp remportait les élections législatives avec 47% des voix, et le 28 août l'islamiste modéré Abdullah Gül a été élu à la présidence de la République.

Le 7 février 2008, le Parlement a voté, par 401 voix contre 99, la réforme de la Constitution levant l'interdiction du port du voile islamique dans les universités, à la suite de quoi la Cour constitutionnelle a ouvert une enquête en vue d'interdire l'Akp, accusé de se livrer à des «activités antilaïques». Le 5 juin, la Cour annula la réforme sur le port du voile. Le chef d'état-major, le général Yasar Büyükanit déclara que «certains cercles veulent ajouter de nouveaux fondements à la République turque. Les organes judiciaires de la Turquie ne permettront jamais cela».

LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE EN IRAN

La Turquie n'a pas été le seul pays islamique à vouloir prendre ses distances avec l'immobilisme religieux. Accédé au pouvoir en avril 1926, le shah Reza Pahlavi aurait voulu être pour l'Iran ce que Mustafa Kemal avait été pour la Turquie: un grand réformateur et un artisan d'un renouveau spirituel et social de l'État. Tout en se heurtant à l'opposition du clergé chiite, il réalisa le réaménagement du système judiciaire iranien dominé par les mollahs en introduisant un code civil. Il aurait voulu améliorer le statut de la femme iranienne en mettant progressivement en place le mariage civil, mais le clergé, toujours puissant, s'y opposa. Après la déposition de Reza Pahlavi par les Alliés en 1941, son fils Mohammed prendra la relève, en s'efforçant de réduire l'omniprésence de dirigeants religieux dans les institutions de l'État. Alors que la Constitution de 1906 avait réaffirmé la place incontournable de l'Islam dans l'État en dotant le Conseil des mollahs d'importantes attributions politiques, ces dispositions sont devenues peu à peu lettre morte sous le règne de Mohammed Pahlavi, les dirigeants chiites étant éloignés de la direction des affaires de l'État. Ils se sont vivement opposés à son autoritarisme politique, à la Révolution blanche préconisée par le shah dès 1963, et s'élevèrent contre l'alignement de la politique iranienne sur les États-Unis. A la longue, ce sera une rupture.

Déclenchée le 11 février 1979 sous l'égide de l'Ayatollah Khomeini²⁷, la Révolution islamique de l'Iran instaura un régime fondé exclu-

²⁷ *Writings and Declarations of Imam Khomeini*, Translated with commentary by HAMID ALGAR, Berkeley, Mizan Press, 1981.

sivement sur les prescriptions du Coran. La Constitution du 18 juin 1979 érigea l'Islam chiïte en religion de l'Etat (art. 12) et plaça à la tête des institutions étatiques le Guide religieux suprême, détenteur de l'autorité sur toutes les affaires d'intérêt national. La consommation de l'alcool fut interdite, le port du voile rétabli, le statut de la femme rétrogradé, l'âge minimum de mariage fut abaissé à 15 ans pour les garçons et à 13 ans pour les filles²⁸. Les relations sexuelles entre une musulmane et un non-musulman ont été rigoureusement proscrites, et la loi islamique interdit aux femmes musulmanes d'épouser un chrétien ou un juif, un tel mariage étant considéré comme un adultère. Bien entendu, le droit iranien n'autorise pas la sortie des musulmans iraniens de l'Islam: tout iranien qui déclare quitter la religion islamique, continu d'être considéré par ses coreligionnaires comme étant toujours un des leurs. Ce prescrit est contraire à l'art. 18 de la Déclaration des droits de l'homme du 10 décembre 1948, ainsi qu'à l'art. 9, § 1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, entrée en vigueur le 3 septembre 1953, selon lesquels le droit à la liberté de la pensée, de conscience et de religion «implique la liberté de changer de religion ou de conviction».

Le fondamentalisme iranien eut de vastes répercussions dans un grand nombre de pays musulmans, où les opposants politiques réclamèrent l'islamisation des institutions étatiques: se produisirent des attentats terroristes et des heurts armés contre les détenteurs du pouvoir, et en même temps l'hostilité entre les mouvements chiïtes et sunnites s'est accrue. Les événements d'Iran impressionnèrent profondément les intégristes pakistanais: en novembre 1979, l'ambassade américaine à Islamabad fut envahie par la foule et incendiée. Le gouvernement qui se méfiait du fondamentalisme de Khomeiny, réagit contre les émeutiers.

L'extrémisme iranien provoqua une vive opposition dans plusieurs Etats islamistes ou dans les monarchies comme l'Arabie saoudite, le Maroc, la Jordanie ou les Emirats arabes unis. Le secrétaire d'Etat américain George Shultz dira que «in the Muslim world, the ri-

²⁸ En juillet 1980, le tribunal de Kerman ordonna la lapidation de deux femmes coupables de prostitution, d'un fermier accusé de viol d'une fillette et d'un père de huit enfants condamné pour homosexualité: conforme à la loi coranique, cette sanction n'a pas été appliquée en Iran depuis de longues années. Le jour de la cérémonie, des pierres de différentes grosseurs furent choisies par des assesseurs religieux; le président du tribunal a lancé la première pierre. Les condamnés sont morts au bout de quinze minutes (Reuter).

se of Ayatollah Khomeini's radical fundamentalism had put the Arab nations in a panic, and with good reason»²⁹. Les extrémistes islamiques ont attaqué le 1^{er} novembre 1979 la grande mosquée de La Mecque, et Téhéran a mis fin à ses relations diplomatiques avec l'Égypte, acquis à la paix avec Israël; les Iraniens se sont réjouis de l'assassinat du président Sadate le 6 octobre 1981 et les deux pays ne reprendront leurs relations diplomatiques qu'en 2003. Résiliées en 1981, les relations diplomatiques entre l'Iran et le Maroc ont été restaurées le 16 décembre 1991. Après une interruption de dix ans, l'Iran a rouvert, le 20 mars 1991, son ambassade en Jordanie. Rompues en 1987, les relations diplomatiques irano-mauritaniennes ont été rétablies le 30 septembre 1991. En mars 2007, l'Arabie saoudite et la République islamique d'Iran sont convenues d'apaiser les tensions entre les familles religieuses musulmanes chiïte et sunnite.

Tout en condamnant la montée de l'intégrisme islamique, le roi Hassan II souligna qu'«il n'y a pas un, mais des intégrismes. Celui de l'Algérie a peu à voir avec celui du Soudan qui est lui-même différent de l'intégrisme iranien ou encore de celui affiché par les combattants d'Afghanistan. S'ils se rencontraient, aucun d'eux n'envisagerait la solution des problèmes de la même façon. Je ne dis pas que ce phénomène n'est pas préoccupant, mais tant qu'il restera aussi divers dans ses raisons d'être et ses manifestations, il ne faut pas lui prêter le danger qu'on lui accorde. Ce n'est pas comme le marxisme où existait une trame unique et homogénéisante que vous deviez suivre»³⁰.

SALMAN RUSHDIE ET SES «VERSETS SATANIQUES»

En septembre 1988, le citoyen britannique Salman Rushdie, né à Bombay en 1947 d'une famille musulmane indienne, publiait l'ouvrage *Les Versets sataniques*, qui déclencha une violente vague d'indignation dans le monde islamique. L'auteur fut accusé d'apostasie et son livre, déclaré blasphématoire, fut interdit de vente en Inde, au Pakistan, en Iran, en Arabie saoudite, en Égypte, en Somalie, au Soudan, en Malaisie, au Qatar, en Indonésie et en Afrique du Sud. Le 14 février 1989, l'ayatollah Khomeyni lança contre Rushdie une *fatwa* – un appel au meurtre. Scandalisés, les douze Etats membres de la Communauté européenne ont protesté en soulignant que cet appel à l'assassinat constituait «une violation inacceptable des principes et des obligations les plus élémentaires présidant aux relations entre Etats souverains», et devant le refus iranien de retirer cet appel, ils

²⁹ *Idem*, p. 6.

³⁰ HASSAN II, *La mémoire d'un roi*, op. cité, p. 241.

ont rappelé le 20 février les chefs de leurs représentations diplomatiques à Téhéran; l'Iran répliqua en rappelant son personnel diplomatique des capitales européennes. Dix personnes ont été tuées et une cinquantaine blessées dans les affrontements à Bombay, alors qu'à Calcutta la librairie du British Council fut attaquée; les relations entre l'Iran et la Grande-Bretagne ont été rompues et n'ont été reprises qu'au mois de novembre 1989. Le 11 octobre 1993, William Nygaard, l'éditeur norvégien des *Versets sataniques*, fut blessé par un tireur inconnu. Ce n'est qu'après l'élection à la présidence iranienne de Mohammed Khatami en 1998, qu'on assista à une certaine atténuation de l'attitude des autorités de Téhéran: le nouveau président assura que «nous devons considérer l'affaire Salman Rushdie comme complètement terminée», mais cette déclaration a suscité des réactions d'une partie du clergé chiïte, pour lequel la sentence de mort à l'encontre de Rushdie restait toujours en vigueur.

LES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE 2001

Les attentats du 11 septembre 2001 qui ont fait près de trois mille morts, allaient ouvrir un nouveau chapitre dans la vie internationale: celui de la lutte à outrance contre le terrorisme islamiste extrémiste d'Al-Qaïda, tourné contre l'Occident, plus particulièrement contre les États-Unis, mais aussi contre l'Islam politique modéré et réformateur. Al-Qaïda dénonçait la politique américaine au Proche-Orient, ainsi que la guerre du Golfe de 1991, conçue par les islamistes radicaux comme de nouvelles croisades impérialistes, «*an experience very much alive in Muslim consciousness and political rhetoric*»³¹. Quinze sur dix-neuf pilotes de ces sanglants attentats étaient des ressortissants saoudiens. Plusieurs dirigeants islamistes ont condamné sans réserve cet extrémisme fondamentaliste et ont prêté leur concours aux Américains et aux Européens pour lutter contre Ben Laden, resté jusqu'à présent insaisissable. Il n'en est pas moins vrai que ces actions kamikaze se situent dans le contexte doctrinal de l'Islam: c'est en prêchant une lutte à outrance contre les infidèles, que certains prédicateurs islamistes assurent les jeunes volontaires que par leur action suicidaire ils auront mérité la récompense suprême, le paradis: ils «éprouveront la miséricorde de Dieu et en jouiront éternellement»³². C'est donc animés de cette foi absolue en leur vie éternelle paradisiaque que les militants kamikaze allaient répandre le

³¹ JOHN L. ESPOSITO, *The Islamic Threat. Myth or Reality?*, New York-Oxford, Oxford University Press, Third Edition, 1999, p. 44.

³² *Le Coran*, Paris, Editions Baudouin, 1980, Sourate III, 103.

sang et la mort des «infidèles», le plus souvent des civils parfaitement innocents³³.

C'est pour combattre ce terrorisme fondamentaliste qu'en octobre 2001, les Etats-Unis sont intervenus en Afghanistan. La Russie a soutenu cette intervention américaine et a promis sa collaboration dans la lutte contre Al-Qaïda et les Talibans. Or, ces derniers allaient bénéficier d'un puissant appui des fondamentalistes islamistes du Pakistan, ce qui a considérablement compliqué l'action des Occidentaux sur la terre afghane. C'est une guerre difficile dont l'issue n'est pas certaine.

Les attentats du 11 septembre ont été suivis par les attentats du 11 mars 2004 de Madrid: près de 200 personnes ont péri et 1 400 ont été blessées par les explosions de bombes posées par des islamistes marocains. Londres fut à son tour l'objet d'attentats terroristes les 7 et 21 juillet 2005; le président pakistanais Musharraf et le roi du Maroc Mohammed VI ont condamné sévèrement ces «viles agressions criminelles». Deux médecins islamistes, B. Abdullah et M. Asha ont été impliqués dans les attentats manqués de Londres et de Glasgow en juin 2007. Soupçonné d'avoir dirigé un réseau terroriste de 35 personnes et commis six assassinats en Belgique fin des années 80, Abdelkader Belliraj allait être jugé au Maroc.

RÉACTIONS ANTI-ISLAMISTES EN EUROPE

Dans ce contexte, des réactions anti-islamistes se sont produites en Europe qui abrite quelque quinze millions de musulmans.

La déplorable affaire des caricatures de Mahomet qui s'est produite au début de 2006 suscita de très vives réactions dans les pays is-

³³ «Au nom de Dieu clément et miséricordieux.

[...]

Efforcez-vous de mériter l'indulgence du Seigneur et la possession du paradis, vaste comme les cieux et la terre, et destiné à ceux qui craignent Dieu» (Sourate III, 127).

[...]

«Quand vous rencontrerez les infidèles, tuez-les jusqu'à en faire un grand carnage, et serrez les entraves des captifs que vous aurez faits.

Ensuite vous les mettrez en liberté, ou les rendrez moyennant une rançon, lorsque la guerre aura cessé. Si Dieu voulait, il triompherait d'eux lui-même; mais il vous fait combattre pour vous éprouver les uns par les autres. Ceux qui auront succombé dans le chemin de Dieu, Dieu ne fera point périr leurs œuvres.

Il les dirigera et rendra leurs cœurs droits.

Il les introduira dans le paradis dont il leur a parlé.

O croyants! Si vous assistez Dieu dans sa guerre contre les méchants, il vous assistera aussi, et il affermira vos pas».

(Sourate XLVII, 4-8).

lamiques et a ébranlé gratuitement et inutilement les relations entre l'Islam et l'Europe. Le tribunal islamique de Lucknow, au nord de l'Inde, a lancé une *fatwa* condamnant à mort les douze auteurs des caricatures du Prophète publiées dans le quotidien danois Jyllands-Posten. Un ministre musulman d'Uttar Pradesh a offert 510 millions de roupies (11,5 millions de dollars) de récompense en échange de la décapitation de l'un des caricaturistes. Les ambassades danoise, suédoise et norvégienne à Damas ont été incendiées, et des représentations diplomatiques française, britannique, autrichienne ou italienne ont été la cible d'attaques à Téhéran, Beyrouth, Istanbul, Naplouse et Djakarta. On allait évoquer un choc des civilisations euro-chrétienne et islamique, mais les gens de bons sens étaient tous d'avis que personne n'avait besoin de cette nouvelle épreuve de la violence qu'elle a engendrée: au même titre que l'Évangile des chrétiens et le Talmud des israéliens, le Coran constitue un témoignage d'une haute spiritualité qui mérite le respect. Le pape Benoît XVI a justement appelé à la tolérance et au respect des symboles religieux, tout en estimant que la violence n'est guère justifiée en réponse aux offenses. «Il est nécessaire et urgent, a-t-il déclaré, que les religions et leurs symboles soient respectés, que les croyants ne soient pas la cible de provocations blessant leur progrès et leurs sentiments religieux. Mais l'intolérance et la violence ne peuvent jamais être justifiées comme réponse aux offensés».

Au cours des débats qui ont suivis, il a été souligné qu'il y avait lieu de concilier la liberté d'expression et le respect des croyances, mais c'est une tâche complexe, étant donné qu'il n'existe en cette matière aucun dispositif juridique contraignant. L'Organisation de la conférence islamique ayant demandé à l'Union européenne d'adopter un «Code de conduite pour les médias européens», Franco Frattini, commissaire européen à la Justice, déclara que l'Ue pourrait élaborer un tel Code, lequel n'aurait cependant pas une valeur légale contraignante.

D'autres réactions avaient trait à la problématique de l'immigration islamique.

La France a connu un débat tumultueux sur le foulard musulman ainsi que sur l'intégrisme islamique en opposition avec la laïcité républicaine et les droits de l'homme, à telle enseigne que, dénonçant la radicalisation religieuse appelant à une guerre totale entre le monde musulman et le monde occidental, la ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, a appelé au renforcement de l'action des démocraties européennes contre l'islamisme³⁴.

³⁴ MICHÈLE ALLIOT-MARIE, *Les démocraties face au terrorisme*, dans «Le Monde», 1^{er} octobre 2008.

Aux Pays-Bas où les musulmans sont plus de 920 000 sur une population de 16 millions d'habitants, soit 5,7% de la population, l'intégration des immigrés au sein de la société néerlandaise est devenue l'objet d'un vif débat. En l'été 1991, le leader de la droite libérale Frits Bolkestein s'est demandé si la culture islamique était compatible avec les idéaux de la tolérance et de la liberté de la société néerlandaise, tandis que le publiciste Paul Scheffer fut d'avis que l'intégration des immigrés musulmans, dont la plupart tenaient à conserver leur culture d'origine, était un échec. En sa qualité de commissaire de l'Union européenne, Bolkestein se rallia à l'idée que «*ein Euro-Islam ist vereinbar mit der europäischen Kultur und die beste Verteidigung gegen islamistische Fundamentalisten*». L'assassinat perpétré en mai 2002 par l'islamiste d'origine marocaine Mohammed Bouyeri du leader populiste Pim Fortuyn, et le 2 novembre 2004 du cinéaste Theo van Gogh, auteur d'un film controversé sur les violences subies par les femmes musulmanes, a gravement envenimé les relations intra-confessionnelles néerlandaises: plusieurs églises, mosquées et écoles coraniques ont été incendiées. Le néo-populiste Geert Wilders dénonça la «menace d'islamisation» de la société néerlandaise, alors que la députée du parti libéral, Ayaan Hirsi Ali, s'est déclarée dissidente de l'Islam:

«Je suis née en Somalie et j'ai passé ma jeunesse en Arabie saoudite et au Kenya. J'ai été fidèle aux règles édictées par le prophète Mahomet. Comme les milliers de personnes qui ont manifesté contre les caricatures danoises, j'ai longtemps cru que Mahomet était parfait - qu'il était la seule source du bien, le seul critère permettant de distinguer entre le bien et le mal. En 1989, quand Khomeiny a lancé un appel pour tuer Salman Rushdie pour avoir insulté Mahomet, je pensais qu'il avait raison. Je ne le pense plus.

Je pense que le Prophète a eu tort de se placer, lui et ses idées, au-dessus de toute pensée critique.

Je pense que le Prophète Mahomet a eu tort de subordonner les femmes aux hommes.

Je pense que le Prophète Mahomet a eu tort de décréter qu'il fallait assassiner les homosexuels.

Je pense que le Prophète Mahomet a eu tort de dire qu'il fallait tuer les apostats.

Il avait tort de dire que les adultères doivent être fouettés et lapidés, et que les voleurs doivent avoir les mains coupées.

Il avait tort de dire que ceux qui meurent pour la cause d'Allah iront au paradis.

Il avait tort de prétendre qu'une société juste pouvait être bâtie sur ses idées. Le Prophète faisait et disait de bonnes choses. Il encourageait la charité envers les autres. Mais je soutiens qu'il était aussi

irrespectueux et insensible envers ceux qui n'étaient pas d'accord avec lui»³⁵.

Désormais, tout étranger extracommunautaire voulant s'établir aux Pays-Bas devra apprendre le néerlandais et s'adapter à la culture et aux valeurs du pays.

L'ISLAM FACE À L'OCCIDENT: UN DIALOGUE DES CIVILISATIONS

Depuis la Révolution iranienne et les tragiques événements du 11 septembre 2001, le radicalisme islamiste d'Al-Qaïda est devenu un important facteur de la vie internationale: il prône l'établissement d'un ordre islamique mondial fondé sur une stricte interprétation du Coran, et encourage les activités terroristes aveugles contre les Occidentaux. Cette menace islamiste est un mythe ou une réalité? Annonce-t-elle un conflit durable entre les civilisations occidentale et islamique comme cela a été affirmé par certains publicistes³⁶? Le XXI^e siècle sera-t-il dominé par l'extrémisme et la dégradation continue des relations entre ces deux sphères civilisatrices? Si la plupart des terroristes sont des musulmans, tous les musulmans ne sont pas des terroristes, et le fondamentalisme radical est considéré par la plupart des pays islamiques comme un danger virtuel. Les esprits éclairés des deux camps demandent le rapprochement des civilisations islamiste et occidentale, lesquelles se réclament des valeurs culturelles communes.

Cela implique de la part de l'Occident une plus grande ouverture d'esprit, et de la part des pays islamiques la réalisation de profondes réformes politiques et socio-religieuses conciliant les relations de l'Islam avec l'Etat. Cela se fait attendre. Si toutes les grandes religions, à l'exception du bouddhisme, ont connu leurs heures de fanatisme, en Occident la révolution des Lumières a conduit progressivement à la relativisation des convictions, à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et à la régression des religions dans la vie sociétariaire. Mais tel n'a pas été le cas de la plupart des pays musulmans qui attendent toujours leur Atatürk: la religion y continue d'imprégner la plupart des aspects de la vie des populations, lesquelles, le plus souvent économiquement arriérées et restées étrangères à la rationalité, se croient victimes de l'exploitation par des forces extérieures jugées hostiles. Elles récusent fermement, voire violemment, des critiques irrévérencieuses à l'encontre de leurs croyances. Certains de ces pays islamiques, com-

³⁵ AYAAN HIRSI ALI, *Je suis une dissidente de l'islam*, dans «Le Monde», 16 février 2006.

³⁶ SAMUEL P. HUNTINGTON, *The Clash of Civilisations*, dans «Foreign Affairs», Summer 1993, pp. 22-49; ID., *The Clash of Civilisations and the Remake of World Order*, New York, Simon & Schuster, 1997.

me c'est le cas de l'Iran, se déclarent détenteurs des vérités politico-religieuses porteuses d'une régénération morale face à un Occident jugé matérialiste et décadent, et optent pour un fondamentalisme radical opposé aux valeurs judéo-chrétiennes. Le fossé entre les deux camps est profond³⁷.

Il faut le réduire. S'il y a lieu de continuer à combattre sans relâche le fanatisme radical, il faut en même temps ouvrir un dialogue avec les communautés islamistes associées dans ce combat contre l'extrémisme qu'ils appréhendent, y compris avec les autorités gouvernementales dont certaines, hélas, ne se maintiennent au pouvoir qu'en se servant de l'Islam très présent parmi les populations rurales. Il faut tenter d'en finir avec les divergences oppositionnelles qui séparent les Arabo-Musulmans et les Occidentaux, en dégageant progressivement, dans une ouverture d'esprits, les points de convergence qui stimuleraient une coexistence pacifique entre les deux civilisations. Etant donné la complexité des problèmes à résoudre, ce ne sera certes pas une tâche facile, mais elle mérite d'être tentée. D'ores et déjà, cette conception est partagée par de nombreux esprits éclairés tant en Occident que dans les pays islamiques. L'ancien président iranien Mo-

³⁷ Dans sa conférence du 12 septembre 2006 à l'université de Ratisbonne, le pape Benoît XVI cita – mais sans l'approuver explicitement – une déclaration de l'empereur byzantin du XIV^e siècle, Manuel II Paléologue, qui dans une controverse avec un Persan lettré, dénonça la guerre sainte et les violences de l'Islam: «Montre-moi donc ce que Mahomet a apporté de nouveau. Tu ne trouveras que des choses mauvaises et inhumaines, comme le droit de défendre par l'épée la foi qu'il prêchait». Selon l'empereur, il était absurde de diffuser la foi par la violence: «Pour convaincre une âme raisonnable, on n'a besoin ni de bras ni d'armes, ni non plus d'un quelconque moyen par lequel on peut menacer quelqu'un de mort [...]».

Cette référence par le pape à un lien intrinsèque entre Islam et violence provoqua un tollé dans le monde islamique: en Egypte, au Pakistan, dans les pays du Maghreb, dans les Etats du Golfe. Mohammad Mehdi Akef, guide spirituel des Frères musulmans, qualifia les propos de Benoît XVI d'«offense» à l'Islam et à son Prophète, demanda des excuses et appela les gouvernements des pays islamiques de rompre leurs relations avec le Vatican, à la suite de quoi le Maroc a rappelé son ambassadeur. Les groupes armés irakiens ont proféré des menaces de mort contre le pape.

Le 20 septembre, Benoît XVI s'est justifié, en disant qu'il ne voulait en aucun cas faire siennes les paroles négatives prononcées par l'empereur Manuel II Paléologue, dont les paroles n'exprimaient pas sa conviction personnelle. Il a rappelé son «profond respect» pour les grandes religions de ce monde, «et donc aussi pour les musulmans qui adorent le Dieu unique», et se prononça pour un «dialogue positif et autocritique entre les religions», dialogue fondé sur la «raison». Aussitôt se manifestèrent des signes d'apaisement: le président de l'Iran Ahmadinejad a pris acte de la déclaration du pape et lui exprima son «respect», et l'ambassadeur du Maroc regagna son poste.

ammed Khatami s'est déclaré un ferme partisan d'un «dialogue des civilisations», au même titre que la Ligue des Etats arabes qui organisa en novembre 2001 une conférence au Caire sur le «dialogue des civilisations». En 2002, l'Ue a lancé sa stratégie visant à combattre l'islamophobie et l'antisémitisme, et en février 2003, la commissaire Anna Diamantopoulos assura que l'Europe ne pourra permettre que la lutte légitime contre le terrorisme serve de justification à l'exclusion des communautés musulmanes. Le chef du gouvernement espagnol Zapatero et le premier ministre turc Erdogan, ont même lancé en été 2005 un projet d'«alliance de civilisations», placé sous l'égide des Nations unies, mais c'était nettement prématuré.

En fait, il faut commencer par aborder des problèmes concrets: le statut des immigrés musulmans dans les pays européens, l'exercice de leur religion et de leur insertion dans la vie culturelle mais aussi dans la vie économique, le problème des appels à la mort des infidèles (la *fatwa*), le problème de la martyrologie coranique et du terrorisme, lequel après tout n'est pas un monopole des islamistes, mais fut pratiqué depuis des décennies en Europe, pour ne citer que la Bande de Baader en Allemagne ou les Brigades rouges en Italie: ces dernières années il y avait plus d'attentats terroristes dans les pays islamiques qu'en Europe. Il y a lieu de rediscuter le problème de la démocratie, des médias, le statut des ressortissants européens dans les pays islamiques, par exemple le fait que de nos jours, au Maroc une épouse chrétienne ne peut pas hériter de son mari musulman ou devenir la tutrice légale de ses enfants; il faut aborder le problème du port de voile, de la polygamie, du consentement au mariage et de la limite d'âge, ainsi que le statut des ressortissants musulmans vis-à-vis du droit pénal coranique: la répudiation, la lapidation et la flagellation pour adultère, l'amputation des mains pour vol, la question d'apostasie (la peine capitale pour l'abandon de la religion musulmane), et ainsi de suite.

Ce dialogue devrait être continu et de qualité: comme le note l'ancien chef de la diplomatie française, H. Védérine, «un aimable et académique dialogue des cultures, qui n'est trop souvent qu'un complaisant dialogue de sourds, n'y suffira pas»³⁸. Il sera sans doute ardu, et ses résultats se feront attendre, mais il vaut la peine d'être poursuivi. A trois niveaux, pensons-nous: celui des collectivités privées, des gouvernements et des institutions internationales. Il est grand temps pour atténuer les heurts civilisateurs entre l'Islam et l'Occident, c'est dans l'intérêt de tous.

³⁸ HUBERT VÉDRINE, *Allons-nous vers un clash Islam-Occident?*, dans «Le Monde», 18 mars 2002.